



Communiqué de Presse
Paris, le 21 février 2014

Les collectivités urbaines affirment leur rôle central dans le développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Réunies au siège du Groupe Caisse des Dépôts le 19 février 2014, cinq associations de collectivités locales ont présenté leurs travaux et réflexions sur le rôle et l'investissement des villes et communautés dans les politiques d'enseignement supérieur et de recherche.

La réalisation d'une étude dont la synthèse a été présentée le 19 février*, indique que si le rôle des collectivités locales est structurant en matière de politiques de vie étudiante sur la culture, la santé, le sport et la mobilité, leurs autres interventions le sont tout autant : stratégies urbaines pour concevoir les campus de demain, rénovation du patrimoine existant, production de logement étudiant, animation de l'interface entre enseignement supérieur, recherche et développement économique, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, etc.

Hélène Mandroux, maire de Montpellier, présidente de l'AVUF, a souligné qu'en aidant les étudiants, les collectivités parient sur l'avenir et participent du rayonnement national et international de nos villes et de leurs établissements d'enseignement supérieur.

Pour Michel Destot, député maire de Grenoble, président de l'AMGVF, les métropoles à taille humaine, inscrites en système avec les villes moyennes et avec la métropole capitale, sont aujourd'hui les lieux qui portent la croissance et l'innovation de la France en Europe.

Pour Didier Guillot, adjoint au maire de Paris, l'enjeu est de créer des campus inscrits dans la ville mais aussi de faire de la ville dans les campus en optimisant le foncier et en diversifiant leurs usages.

Khaled Bouabdallah, vice-président de la CPU, Jean-Paul Vermès, vice-président de la CCI Paris Ile-de-France ainsi que les représentants de la Caisse des Dépôts et du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche se sont déclarés très intéressés à poursuivre la collaboration autour de ces enjeux.

En conclusion Isabelle Pellerin, adjointe à la ville de Rennes et vice-présidente de Rennes Métropole et Gilles Demailly, maire d'Amiens et président d'Amiens Métropole, ont incité les collectivités urbaines à se mobiliser en réseau pour s'emparer des outils de contractualisation issus de la loi Fioraso, pour s'affirmer dans leur gouvernance, valoriser leurs actions et contribuer à la mise en œuvre de projets innovants. Ils ont rappelé que l'action des villes et intercommunalités, en façonnant un « écosystème territorial » favorable à l'innovation, constitue un vecteur de dynamisme économique et un atout déterminant pour le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche de notre pays.

* Synthèse disponible en ligne sur les sites des 5 associations à partir du 21/02.

Contacts presse :

AMGVF

Sébastien Fournier
T. 06 77 99 09 32

AdCF

Sandrine Guirado
T. 06 86 79 42 92

ACUF

Nathalie Marchand
T. 06 86 66 54 03

AVUF

François Rio
T. 06 80 24 27 14

FNAU

Brigitte Bariol
T. 06 75 46 81 66